

REFLEXIONS SUR UN COUP D'ETAT AUDIOVISUEL. LA GRECE : DES « COLONELS » AU « MEMORANDUM DE LA TROÏKA »

Christiana Constantopoulou

Professeure de Sociologie de la Communication, Université Panteion, Athènes

Dimitra-Laurence Laroche

Université du Pirée

Résumé

Notre analyse est une approche des événements de juin 2013 liés à la « clôture des programmes » de la radiotélévision publique grecque, événements, qui sont riches en « symbolismes » pour la communication, la politique et la démocratie, dans la mesure où les médias remplacent de plus en plus l'espace public réel. Dans ce cadre, la télévision représente le lieu (virtuel) par excellence de la socialité publique. L'histoire de la chaîne publique (ERT) reflète l'histoire de la vie politique grecque où l'autoritarisme et le favoritisme des régimes très liés aux supports médiatiques publics en faisaient la règle. Nous essayons de montrer dans cet article comment l'acte gouvernemental de « mettre au silence » (et de façon brutale et autoritaire) la chaîne qui reflétait symboliquement la vie politique grecque, prend des dimensions égales à un coup d'état militaire : dans la mesure où le symbole de la « vie publique » (vue la médiatisation du politique) fut « abolie » (de la même façon que le parlement grec, lors du 21 avril 1967, par le coup d'état des colonels !).

Mots-clés

Radiotélévision publique, Grèce, coup d'état

Abstract

Our analysis is an approach to events that took place in June 2013 related to the "Closing Programs" of the Greek public broadcasting events, which are rich in "symbolism" for communication, politics and democracy, insofar as the media replace more real public space. In this context, TV is the (virtual) place of public society. The history of public television (ERT) reflects the history of Greek political life where authoritarianism and patronage schemes closely related to public media outlets were in the rule. We try to show in this article how the government action to "put to silence" (and so brutal and authoritarian) the chain that symbolically reflected the Greek political life, taking equal to a military coup dimensions: in as the symbol of "public life" (media coverage of the policy) was "abolished" (in the same way as the Greek parliament during the April 21, 1967, by the coup of colonels!).

Keywords

Public broadcasting, Greece, coup



Introduction

L'analyse qui suit est une approche des événements de juin 2013 liés à la « clôture des programmes » de la radiotélévision publique grecque. On s'intéresse surtout à clarifier le sens de la fermeture brutale de cette chaîne publique, au niveau symbolique, dans le cadre du système communicationnel contemporain. Nous considérons que cet événement est intimement lié : 1) à l'influence de la « culture télévisuelle » dans le monde contemporain, 2) à l'affaiblissement de la séparation « classique » entre le « public » et le « privé », 3) à l'usage contemporain des réseaux en tant qu' « agoras virtuelles » et enfin 4) à l'effacement symbolique de la Grèce « démocratique » (dans le cadre de la « communication politique médiatisée »). Cet événement, est donc riche en « symbolismes » tant pour la communication, la politique et la démocratie que pour la Grèce qui est protagoniste dans ce paradigme.

L'influence de la culture télévisuelle dans le monde contemporain

Pendant plus de 50 ans, la télévision fut une référence centrale de la vie quotidienne, en offrant information, loisirs et jeux¹ ainsi que des produits culturels de masse. Considérée initialement comme antagoniste du cinéma, elle a pourtant servi de véhicule d'œuvres

¹ Les jeux étant les éléments anthropologiques « constitutifs » de l' "homo ludens" selon J. Huizinga (1938), mais aussi selon d'autres auteurs comme par exemple R. Caillois (1958).

cinématographiques² pour le grand public, qui s'est aussi tourné vers des séries télévisées. Quoiqu'elle fût un objet de mépris du public « cultivé »³ elle a tout de même imposé sa présence et sa logique assez vite, même aux publics plus instruits⁴. Aussi, et bien avant l'ordinateur, elle fut la « compagnie virtuelle » non seulement des « esseulés », mais également des audiences diverses de la société moderne. La télévision fut sans doute un média qui a déterminé toute une époque en créant ce que D. Riesman (1950) a nommé « foule solitaire ».

Elle a surtout « fonctionné » (et c'est principalement cet aspect qui nous intéresse davantage pour notre analyse) comme l'espace public par excellence depuis 1950 avec les caractéristiques suivantes (caractéristiques constitutives de la « culture télévisuelle » contemporaine) :

- 1) Le contrôle des informations : les nouvelles télévisées montrent des événements considérés « importants » (dignes de devenir « publics »), en déterminant les références dominantes de l'époque contemporaine. Certains aspects de la réalité sont choisis comme « importants », d'autres sont par contre « tus⁵ » : c'est dans un cadre culturel précis (le « cadre de référence ») dans lequel fonctionne l'information (jouant dans les multiples constructions de la réalité –les « cadrages » pour citer le terme d'E. Goffman, 1974) constituant la « version » officielle de la vie de tous les jours⁶.
- 2) Le contrôle du temps : une justification usuelle pour éviter les analyses détaillées (qui ne sont souvent pas anodines) des divers points importants dans le cadre des journaux ou des magazines télévisés consiste à faire appel au « manque de temps »⁷ : ce qui n'empêche pas toutefois l'analyse (même détaillée) des sujets considérés moins « dangereux » pour le système politique (comme par exemple le choix du conjoint d'un artiste ou les raisons de « sortie du jeu » d'un « star » de la télé réalité).
- 3) Le paraître (le « look ») devient un élément primordial pour l'« avant-scène » télévisuelle qui est un lieu premier de la représentation (élément particulièrement important dans la mesure où l'être humain est l'être dramatique par excellence⁸) ; fabriquant ainsi davantage une culture « optique »⁹ (visuelle) où l'apparence joue un rôle majeur (aujourd'hui

2 Nous devons rappeler que le cinéma, est le *langage narratif* par excellence du 20^e siècle.

3 La télévision publique à l'époque de son « monopole » était surnommée « la boîte de bêtises » par le public cultivé.

4 Chr. Salmon (2007) cite des recherches qui affirment que plusieurs universitaires (donc un public « cultivé ») regardent beaucoup plus les séries que les journaux télévisés.

5 Il n'est pas sans intérêt de rappeler que selon l'expression usuelle, les reportages « couvrent » les événements (comme le montrent Fl. Aubenas et M. Benasayag (1999).

6 Erving Goffman, *Frame Analysis : An essay on the organization of experience*, Harper & Row, New York 1974.

7 Voir dans ce sens l'analyse de J.-Cl. Guillebaud « Les médias contre la démocratie », in D. Bougnoux (1993).

8 Voir J. Duvignaud, *Spectacles et Sociétés*, Gallimard, Paris 1970.

9 Rappelons la « société du spectacle » de G. Debord.

dans le cadre de la « culture esthétique » beaucoup plus que dans d'autres périodes¹⁰ connues)

- 4) Une condition sine qua non du « caractère public » de ce média, était traditionnellement le « comme il faut » de la vie publique (selon les règles de la bienséance « bourgeoise » en vigueur) relatif aux paroles utilisées, au comportement « politiquement correct » et au code vestimentaire exigé. Durant les dernières années (surtout après l'entrée dans le « circuit » télévisuel de plusieurs chaînes privées) la « vie de tous les jours » est davantage apparue au détriment des caractéristiques plus ritualisées de l'« espace public traditionnel » en vigueur auparavant. La télévision durant les trente dernières années pour l'Europe (20 années pour la Grèce, depuis 1990), est transformée de « fenêtre sur le monde » en « fenêtre sur la cour »¹¹, transformation qui montre également le « sens » du « public » dans la société moderne avancée (la « coexistence » entre le « public » et le « privé » donc la disparition symbolique du sens traditionnel du « public »). Le résultat de tout cela sur le langage télévisuel fut sa tournure en langage familier, celui de tous les jours (qui caractérise la communication de l'intimité ou de la « porte d'à côté »).

Les médias remplacent de plus en plus l'espace public réel : à la place des « lieux réels » des rassemblements ou des rencontres sociales de jadis (les cafés, les marchés, les réunions des compagnons de parti ou les manifestations dans la rue...), la télévision est venue représenter le lieu (virtuel) de la socialité publique¹² (comportant information, débats ou tout simplement « compagnie » dans le cadre des magazines spécialisés -où joue davantage la notion des « spectateurs- fans »-, loisirs de toute sorte et spectacles à proprement parler). C'est cela la « relation sociale » (le lien social virtuel) de nos jours, caractérisée par l'absence d'implication sérieuse (ou autrement, le « détachement ») dans une relation sociale qui devient plutôt une relation avec soi-même (« assaisonnée » aux besoins personnels de chaque individu¹³).

Les analyses des médias l'ont souligné depuis longtemps¹⁴ : une société impose ses « cadres de référence » bien précises qui constituent l'« esprit du temps » (pour reprendre la

10 Voir dans ce sens M. Maffesoli, *L'ombre de Dionysos* (1982), *Au creux des apparences, pour une éthique de l'esthétique* (1990).

11 Voir Fr. Heinderyckx, *La Malinformation* (2003).

12 Voir C. Constantopoulou, *Télévision, un café virtuel* (2010).

13 Il n'est pas sans intérêt de rappeler l'expression de Lucien Sfez qui argumente que notre société est « autiste » (voir L. Sfez *Dictionnaire Critique de la Communication*, 1993). Sh. Turkle avait d'ailleurs analysé depuis longtemps (1984) l'implication de l'ordinateur (cet « autre communicationnel » qui en fait représente la « communication avec soi-même) dans la socialisation (autiste ?) des adolescents dans la société contemporaine.

14 Voir par exemple la théorie de l'« Agenda Setting », des Mac Combs et Shaw (1972) qui ont décrit ce phénomène à l'aide de l'affaire du Watergate. Selon eux, les médias exercent un effet considérable sur la formation de l'opinion publique, en attirant l'attention de l'audience sur des événements particuliers et en négligeant d'autres qui pourraient avoir aussi un grand intérêt ; la fonction des médias ne serait pas de dire aux gens ce qu'ils doivent penser *mais sur quels thèmes ils doivent concentrer leur attention* ; il existe une relation entre l'ordre hiérarchique des événements présentés par les grands médias et la hiérarchie de signification attachée à ces problèmes de la part du public et des hommes politiques. E. Goffman, publiée en 1974 *Les Cadres de l'expérience*, s'inspirant de la *métaphore cinématographique*. La vie est, selon lui, composée de

fameuse formule d'E. Morin¹⁵). Il est difficile de se situer différemment, en dehors de ces cadres de référence qui s'imposent (définissant la « conformité sociale ») : l'esprit du temps contemporain c'est (encore aujourd'hui) la culture de masse, les industries culturelles et la logique imposée par les « besoins du marché ».

Ce « monde de la télévision » aide à comprendre l'imaginaire des réseaux où l'on peut remarquer une « banalisation » extrême de la culture télévisuelle, à savoir : mise en scène, « ostentation », confusion entre « public »/« privé » -possibilité de l'observation continue de la vie quotidienne mais aussi de l'être individuel (John De Mol inspirateur du jeu « Big Brother » et cofondateur de l'entreprise « Endemol Entertainment » avait remarqué qu'il a découvert que l'homme d' « à côté » peut être aussi intéressant que les « grands thèmes » de l'actualité¹⁶). Cela va de soi qu'il y a des grandes différences (comme par exemple la possibilité théorique d'expression des points de vue « marginaux », dans le sens d'une « agora » virtuelle contemporaine). Néanmoins, les opinions majoritaires restent majoritaires aussi bien dans le cadre du net (ex. les blogs les plus visités en Grèce, sont ceux qui expriment les représentations collectives dominantes¹⁷). Dans ce sens également, D. Dayan¹⁸ souligne que les blogs, tout comme les chaînes de télévision démarquent des « territoires d'influence » et qu'il est important de pouvoir déceler les enjeux des pouvoirs dans les blogs les plus fréquentés (de la même façon que dans les chaînes de télévision).

Effacement de l' « espace public » dans les réseaux ?

En observant les divers aspects de la communication politique contemporaine, on constate que le sens même du « politique » est en train de changer : la vie en commun semble être gérée par des nouvelles formes de pouvoir (de légitimité surtout économique) tandis que la communication politique se fait aussi (surtout ?) dans le virtuel (réalité qui a commencé par la médiatisation du politique par la télévision). Alors peut-on parler d' « agoras » ou encore de « démocraties » contemporaines sur Internet ?

L'expression libre et la circulation des idées sans censure sont deux caractéristiques majeures des sociétés « démocratiques ». Dans ce sens, la communication par internet pourrait s'opposer : 1) au monopole étatique de l'information et 2) aux compromis politiques des

multiples constructions de la réalité, des cadrages, qui s'articulent les uns aux autres. Toute expérience, toute activité sociale, se prête, selon lui, à plusieurs versions, ou cadrages. Ceux-ci entretiennent des rapports les uns avec les autres. Ils fixent la représentation de la réalité, orientant les perceptions, et influencent l'engagement et les conduites. Normalement, ils passent inaperçus et sont partagés par toutes les personnes présentes.

15 E. Morin, *L'esprit du temps* (1962).

16 Voir J. Duforest (2006).

17 Voir <http://www.alexa.com/>; mais aussi, C. Constantopoulou « Agoras Virtuelles : la « démocratie contemporaine » in Najjar Sihem (éd.), *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Karthala, Paris 2013 pp 465-480 ; C. Constantopoulou « L'imaginaire démocratique : les blogs en Grèce » in Dufoulon Serge (éd.) *Internet la boîte à usages*, L'Harmattan, Paris 2013, pp. 95-114. On peut également mentionner la conclusion de S. Proulx (dans son texte, « La puissance d'agir d'une culture de la contribution face à l'emprise d'un capitalisme informationnel : premières réflexions » in C. Constantopoulou –éd. *Barbaries Contemporaines*, L'Harmattan, Paris 2012, pp 49-68) : *À ce stade, il m'est difficile d'être vraiment optimiste à l'égard des possibilités ouvertes par ces tactiques de résistance encore bien limitées pour pouvoir contrer efficacement les stratégies de la barbarie numérique.*

18 D. Dayan, J.M. Ferry, D. Wolton *Le Nouvel Espace Public* Hermès, Presses du CNRS, Paris 1989 ; D. Dayan *Communautés périphériques et espaces publics émergents*, L'Harmattan, Paris 2002.

médias de masse, jouant ainsi le rôle d'un contrepoids dynamique ; ce contrepoids concernerait tous les aspects de la communication « politique » (débat, opinion, circulation d'idées, publication des documents, y compris des documents interdits, révélations etc.). C'est ainsi qu'une partie importante de l'histoire du temps présent pourrait s'inscrire dans l'histoire de l'activisme sur internet. Parmi les avantages de l'usage d'internet sont la publication ultra-rapide et sa supériorité à construire des cadres d'analyse pour la compréhension des événements en cours. Il ne faut pourtant pas oublier qu'il s'agit dans les faits, d'une forme de « journalisme des citoyens » ayant avant tout, des caractéristiques journalistiques « classiques », à savoir une fonction primordiale d'informer et d'échanger (ne devant pourtant pas à priori se soumettre aux dites exigences déontologiques du « quatrième pouvoir »). Les blogs semblent actuellement le seul support qui permet d'élaborer une pensée « autre » (différente des lignes acquises du discours et du débat politique –les thèses des partis qui déterminent aussi les antithèses du débat politique « officiel » ; mais ces « antithèses » n'expriment plus des antagonismes signifiés par leurs noms étant donné le glissement du « politique » dans le pouvoir économique et le nouvel ordre international des choses...) ¹⁹. Mais si l'on y ajoute les constatations de D. Dayan (2002), on pourrait aussi tirer les conclusions suivantes : 1) que la communication politique dans les blogs continue à suivre les « lignes majoritaires » de l'argumentation politique, 2) qu'il aurait fallu que les opinions différentes soient majoritaires pour « jouer » dans le jeu politique (dans le jeu politique grec en l'occurrence), ce qui n'est vraiment pas le cas. C'est pour cela que malgré les anticipations théoriques, les réseaux (les « médias –dits- sociaux ») n'offrent pas en ce moment une grande différence de sens, dans les discours politiques (entre autres).

L'intérêt pour la politique, pour la controverse et le débat public, semble s'être déplacé en investissant d'autres espaces qui ne sont pas toujours effectivement perceptibles par les tenants de l'« orthodoxie politique » (les partis par exemple). L'internet s'est rapidement imposé, de manière plus ou moins explicite comme un concurrent direct des centrales syndicales ou des partis politiques surtout dans la mesure où il semble pouvoir susciter des mobilisations diverses, grandes ou petites (un seul individu pouvant être en lui-même porteur d'une mobilisation). Par contre, il a aussi des activistes qui ont des engagements politiques ou associatifs très forts (dans des mouvements divers –comme par exemple : autonome, écologiste, féministe, etc.), et qui trouvent dans l'activisme électronique une manière de recycler et de prolonger cet engagement. Avoir la possibilité de s'exprimer et d'échanger publiquement, devient possible par internet : pourtant, cette force d'expression, n'a pas le même sens que le débat public traditionnel, dans la mesure où très souvent, elle se perd dans le labyrinthe d'une multitude de voix non repérées, où l'opinion « marginale » (différente du « cadrage » principal) a peu de chances d'attirer l'attention (par le seul biais du média utilisé) dans les forums des débats. Le « public » change radicalement de sens, par conséquent, tout terme qui lui est relatif, doit se redéfinir.

19 C. Tsoucalas explique : « Il y a 30 ans les divers systèmes capitalistes étaient reproduits en tant que formes permanentes de relations sociales qui tout au moins au niveau imaginaire étaient construites en tant qu'unités nationales fermées. Dans ce cadre, il y avait des conditions pour la construction d'une solidarité symbolique forte entre les individus et les classes sociales. Alors, même si ces formes faisaient partie des cercles capitalistes plus larges ou mondiaux, la dite bourgeoisie nationale était liée à l'état avec lequel, dans une large mesure, elle s'identifiait. Un destin commun et en conséquence un « fantasme » de futur commun unifiait les acteurs sociaux, bourgeois, petits bourgeois et prolétaires. La civilisation bourgeoise semblait encore étatique, donc nationale. Cela n'existe plus. Dans la mesure où les capitaux circulent librement entre les états et les domaines leurs relations symboliques et idéologiques avec les sociétés sont affaiblies ou disparaissent complètement... La stabilité relative des relations sociales qui caractérisaient le monde il y a encore 20 ans, n'existe plus. » Extraits d'une interview donnée le 13 juillet 2011 par C. Tsoukalas¹⁹ pour le numéro spécial de la Revue Grecque de Recherche Sociale, (A-B/2011 134-135), consacré au sujet « La Grèce en crise ».

Aperçu historique de l'audiovisuel grec

ERT²⁰ commença à émettre des émissions de radio en 1938, depuis Athènes, sous le sigle d'EIR (Fondation de la Radiodiffusion hellénique). L'occupation de la Grèce par les puissances de l'Axe stoppa les émissions qui reprirent à la libération du pays. Trois stations nationales et une internationale à destination des Grecs de l'étranger étaient alors en service. En 1950, EIR²¹ fut une des 23 organisations fondatrices de l'Union européenne de radiotélévision. Les premières tentatives d'émissions de télévision eurent lieu en 1965 et le 23 février 1966, ERT (ensuite devenue ET1²²) fut la première chaîne de télévision en langue grecque qui commençait à émettre²³. En 1970, EIR changea de nom pour devenir EIRT²⁴. À cette date, il y avait deux chaînes en Grèce : ERT et YENED²⁵ (la chaîne appartenant à l'armée grecque, faisant principalement la propagande de la dictature des colonels). En 1974, à la chute du régime des colonels, YENED resta sous le contrôle de l'armée et conserva son nom. Ce n'est qu'au début des années 1980 que cette « chaîne de l'armée » se transforma en ERT2 (devenue ensuite NET). Le 14 décembre 1988, une troisième chaîne (faisant partie de l'audiovisuel public), fut installée à Thessalonique (ET3).

Durant les 20 premières années de son existence, ERT n'émettait que de 17h à minuit ou 2h du matin. Depuis 1997, les trois chaînes émettaient 24 heures sur 24. ERT a été un des principaux sponsors des Jeux Olympiques de 2004 à Athènes pour lesquels elle disposait aussi de l'exclusivité de retransmission (ERT retransmet les JO depuis ceux de Mexico en 1968 et a l'exclusivité des compétitions d'athlétisme de l'IAAF). La redevance, prélevée sur les factures d'électricité constituait l'essentiel des ressources financières du groupe public, qui a déjà dû subir des baisses drastiques de ses ressources publiques depuis 2007, en même temps que la baisse de ses ressources publicitaires (face aussi à la concurrence des médias privés, car les chaînes publiques ne représentaient plus que 13,3 % de l'audience cumulée des chaînes de télévision en Grèce, loin derrière de la chaîne privée *Mega* avec 20 % ou la chaîne privée *Antenna* avec 17 %, et à peine plus que la chaîne privée *Alpha TV* avec 13,1 %, les chaînes internationales cumulant quant à elles 11,6 %). Le groupe public et ses salariés disposaient aussi de quelques autres fonds d'origine publique (notamment pour les droits sociaux et pour certains fonds de développement destinés à compenser des missions publiques dans l'éducation), et depuis 2008 d'une part accrue au financement privé par l'augmentation de ses espaces publicitaires, malgré la chute de ses audiences. En dépit de cela, ERT a été le premier groupe de télévisions grec à proposer une diffusion 24 heures sur 24 sur ses chaînes, et le premier aussi à passer à la télévision numérique et à offrir une chaîne en haute définition (NET HD) depuis 2011.

Le 19 août 2011, dans le contexte de la crise économique, et dans le cadre de ses économies budgétaires, le gouvernement Papandréou annonçait la suppression prochaine pure et simple de la première chaîne de télévision publique *ET1* (dont l'audience a

20 Par les initiales en grec ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΡΑΔΙΟΦΩΝΙΑ ΤΗΛΕΟΡΑΣΗ (Elliniki Radiofonia Tileorasi) signifiant Radio Télévision Hellénique.

21 ΕΘΝΙΚΟ ΙΔΡΥΜΑ ΡΑΔΙΟΦΩΝΙΑΣ (Ethniko Idruma Radiofonias –Fondation Nationale de Radio).

22 ET1 (ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΤΗΛΕΟΡΑΣΗ 1 -ΤÉΛÉVISION HELLÉNIQUE 1)

23 Faisant ses premiers pas en pleine dictature (1967-1974).

24 ΕΘΝΙΚΟ ΙΔΡΥΜΑ ΡΑΔΙΟΦΩΝΙΑΣ ΤΗΛΕΟΡΑΣΗΣ Ethniko Idruma Radiofonias Tileorasis – Fondation Nationale de la Radiodiffusion et Télévision Hellénique.

25 ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΕΝΗΜΕΡΩΣΕΩΣ ΕΝΟΠΛΩΝ ΔΥΝΑΜΕΩΝ Ypiresia Enimeroseos Enoplou Dunameon – Service d'Information des Forces Armées.

considérablement chuté au fil des années), et des chaînes publiques numériques *Cine Plus* et *Sport Plus*, ainsi que *Prisma+* (une chaîne pour les malentendants), *Cinesport+* (qui regroupera temporairement *Cine Plus* et *Sport Plus* avant de cesser elle aussi ses émissions), *Studio+* (chaîne musicale en association avec la chaîne privée MAD TV) et *Info+* (dont les activités dans l'information seront jointes à celles de l'ancienne chaîne *ERT Sat* pour former *ERT World*, et celles de la rédaction de *NET*). La radio publique *ERA* perdrait un quart de ses émetteurs et plus de la moitié de ses stations locales. Les bâtiments à Athènes (où sont produits les chaînes *ET1* et *NET*) et Thessalonique (ceux de la chaîne régionale *ET3* diffusée cependant dans tout le pays) seraient récupérés pour y loger des ministères. Les syndicats ont déclaré qu'ils allaient s'opposer à ces mesures.

L'histoire de cette chaîne publique reflète l'histoire de la vie politique grecque : l'autoritarisme et le favoritisme des régimes²⁶ très liés aux supports médiatiques en faisaient la règle. La radio, aussi bien que la télévision grecque, sont nées sous des régimes autoritaires (en pleine dictature de Metaxas la radio, durant la dictature des colonels la télévision). La télévision publique fut très nettement liée aux gouvernements en place (de l'extrême droite au socialisme) dont elle fut le « porte parole » ; en même temps, n'étant pas obligée de fonctionner dans l'antagonisme commercial des chaînes privées, elle a offert des programmes de « qualité » (d'excellents documentaires ou des séries télévisées et des films basés sur une bonne production artistique grecque et internationale) et s'est toujours préoccupée de la présentation « politiquement correcte » de ses émissions. Si l'on prend en compte les programmes télévisuels des divers pays, on y repère l'imposition (surtout par le biais des chaînes privées) de la « culture télévisuelle » mondialisée (décrite plus haut dans cet article), on comprend que le seul « domaine national » symbolique, n'est exprimé que par les « chaînes publiques » ; cette expression est associée à quelques bastions qui signifient encore les mécanismes (idéologiques) d'un pays (indépendant) : son administration, ses politiques (sociale, étrangère, hospitalière), son système éducatif, sa création culturelle. Il s'agissait de l'« espace public par excellence » (pour des raisons que l'on a parcouru plus haut) impossible d'être remplacé par les dédales d'internet.

Le « coup d'état »

L'idée d'une « réforme » planait donc depuis longtemps sur cette chaîne historique, lancée en 1938, toutefois à l'audience en chute (moins de 10 % ces dernières années)²⁷. Le Premier Ministre, Antonis Samaras, a quand même préféré la suppression radicale d'ERT. Le gouvernement grec a annoncé par une « annonce-surprise » le mardi 11 juin 2013 au soir la fermeture quasi-immédiate de la télévision publique ERT, en raison de sa « mauvaise gestion ». Cette nouvelle a été annoncée sans préavis alors que les chefs de file de la troïka des créanciers de la Grèce (UE-BCE-FMI) étaient à Athènes. Vers 23h00 heure locale (20h00 GMT), les chaînes d'ERT ont cessé d'émettre et les écrans sont devenus noirs, la police ayant

²⁶ Très influencés par le joug ottoman qui a duré plusieurs siècles, théoriquement depuis 1453 et jusqu'à 1821 (la culture populaire grecque en étant restée aussi très influencée, comme celle des autres pays balkaniques –voir dans ce sens, D.-L. Larochelle, « La puissance douce de la Turquie » et Constantinopolou-Larochelle « les séries télévisées turques ») ; les liens entre l'état et l'audiovisuel étaient toujours très étroits (soit ouvertement, pendant la dictature, soit sous un masque « démocratique », pendant les autres périodes de la vie politique du pays).

²⁷ Depuis 1989, plusieurs chaînes privées ont concurrencé le « monopole » de la télévision publique en imposant le mode de fonctionnement commercial pour l'audiovisuel.

neutralisé le principal émetteur situé près d'Athènes²⁸. ERT appartenait aux multiples organismes d'Etat qui devaient être restructurés ou fusionnés, selon le « mémorandum » signé entre la Grèce et ses bailleurs de fonds ; selon le « plan de sauvetage financier » mis au point par l'Union Européenne et le Fonds Monétaire International, la Grèce devait lever au moins 1,8 milliard d'euros jusqu'à la fin septembre 2013 par le biais de privatisations, avec un objectif d'au moins 2,5 milliards d'euros jusqu'à la fin de l'année. Selon les syndicats (mais aussi selon certains médias) en fermant ERT, le gouvernement remplit d'un coup l'objectif assigné par les créanciers de la Grèce²⁹ de supprimer 2.000 emplois publics. Depuis cette coupure du 11 juin, la colère grondait entre les murs d'ERT. Une poignée de salariés a continué de diffuser les programmes en « streaming » – illégalement pour les autorités – sur le net. Des manifestants squattaient les locaux, choqués par la fermeture « radicale », « brutale », « antidémocratique » de cet organisme public. Les médias étrangers, les syndicats européens, les journalistes offusqués accouraient sur les pelouses du parking. Dans les couloirs du siège, les termes « dictature » ou « fascisme » résonnaient, renvoyant aux mémoires la période tabou du putsch militaire, qui avait emprisonné la Grèce de 1967 à 1974. Des banderoles citant « Democracy : no signal » ou « Non à la dictature » flottaient à l'entrée.

Le 10 juillet 2013 le signal DT (« Dimosia Tileorasi » - Télévision Publique) est apparu aux fréquences d'ERT, au début sans rien émettre ensuite en utilisant des films d'archives. Le 21 août est sortie la première émission « live » sous le titre « information matinale » et en même temps le « signal » d'ERT via live streaming depuis son site internet, fut interrompu. La plupart des employés a refusé d'abandonner le bâtiment en essayant de continuer des émissions via internet jusqu'à l'invasion des forces de police le 7 novembre 2013.

Retenant qu'une partie importante du politique est transférée sur les écrans (surtout sur l'écran télévisuel), cet acte gouvernemental de « mettre au silence » (et de façon très autoritaire) la chaîne qui reflétait symboliquement la vie politique grecque, prend des dimensions égales à un coup d'état militaire : la « vie publique » fut ainsi « abolie » (tout comme le parlement grec, lors du 21 avril 1967, par le coup d'état des colonels !).

Conclusion

La « médiatisation de la vie politique » (l'utilisation intensive et régulière par la classe politique de la presse, de la radio et surtout de la télévision) est liée indissociablement à la transformation du cadre politique des sociétés modernes situant progressivement la question des rapports entre médias et pouvoirs au cœur des débats. La relation entre médias et vie politique constitue de nos jours, un facteur important de la compréhension des enjeux liés aux pouvoirs en vigueur, un domaine idéal pour l'analyse du « politique » contemporain : surtout pour ce qui concerne la mythologie politique contemporaine (où la logique de la communication semble l'emporter sur la « logique politique ») ; cette « mutation » (du politique vers la représentation médiatique) coexiste avec une autre caractéristique importante et qui consiste avant tout à l'usage presque exclusif des mécanismes étatiques pour satisfaire

28 Le mardi 11 juin au soir, la police anti-émeute grecque est allée jusqu'à grimper au sommet du Mont Ymittos, la colline des antennes qui surplombe la capitale, pour anéantir le signal digital et analogique d'ERT. Cette neutralisation express a aussi entraîné l'arrêt de huit autres chaînes, relayées par le même émetteur que l'ERT, comme BBC World, Deutsche Welle et TV5.

29 La dite « Troïka » (Commission Européenne, Banque Centrale Européenne et FMI)

les exigences des pouvoirs économiques (abstraction faite des droits civils et des idées des constitutions nationales qui les garantissaient -tout au moins théoriquement-dans la tradition démocratique occidentale).

La Grèce (peut-être parce qu'un maillon très faible dans le cadre de l'Union Européenne, ayant souvent servi comme « base »³⁰ pour des intérêts divers) est un exemple bien caractéristique de ce processus de transformation où 1) les médias deviennent –plus que les parlements- la « sphère publique »³¹ par excellence, où justement, le « public » prend plutôt le sens de l'audience, 2) dans un contexte où le « public » se dissocie de l'état national et de sa suprématie -mais où en même temps, aucune « organisation » n'arrive plus à « imposer » des politiques sociales populaires ou à vraiment garantir des droits constitutionnels (par exemple en Grèce, il existe plusieurs « lois » qui vont à l'encontre évidente de la constitution –censée pourtant être la « loi suprême » où tout devrait se soumettre- parce qu'elles sont ordonnées par le FMI) 3) dans ces conditions de perte (réelle) de l'indépendance nationale grecque, l'abolition de la chaîne publique n'en fut que le symbole (puissant) de l'entrée (rapide et sans contrôle national) du pays dans la « sphère » de la « mondialisation » des marchés (et la transformation des citoyens en « ressources humaines »). Peut-être d'autres exemples de la sorte vont suivre au sein de l'Union Européenne ; peut-être pas. Vu les données, on ne peut pas être vraiment optimistes. Pourtant, on ne peut jamais « prévoir » avec sûreté le devenir social.

BIBLIOGRAPHIE

AUBENAS Florence – BENASAYAG Miguel *La fabrication de l'information*, La Découverte, Paris 1999

BOUGNOUX Daniel, *Sciences de l'Information et de la Communication* Larousse, Paris 1993.

CAILLOIS Roger, *Les jeux et les hommes*, Gallimard, Paris 1958.

CONSTANTOPOULOU Chryssoula (Christiana), « Les nouvelles télévisées : logique médiatique et pensée binaire » in *La Pensée Binaire*, Recherches Sociologiques, Volume XXXII, numéro 3, Louvain-la-Neuve, 2001.

CONSTANTOPOULOU Chryssoula (Christiana), « Conflits et confiance dans les médias grecs » in A. Krasteva, A. Todorov *Conflits, confiance et démocratie*, Nouvelle Université Bulgare, Sofia 2004.

CONSTANTOPOULOU Christiana, *Télévision, un café virtuel* (en grec), Papazisis, Athènes 2010.

CONSTANTOPOULOU Christiana (éd.), *Barbaries Contemporaines*, L'Harmattan, Paris 2012.

CONSTANTOPOULOU Chr., LAROCHELLE D.-L. « Reclassifications sociales : les séries télévisées turques dans la Grèce de la crise » (en grec) in « Koinonias Dromena » Revue électronique, no 1, Thessalonique, septembre 2013, pp. 34-44 <http://www.sociologists.gr/thess/e-mag/teuxos1/index.html>

DAYAN David, *Communautés périphériques et espaces publics émergents*, L'Harmattan, Paris 2002.

DAYAN D., FERRY J.M., WOLTON D., *Le Nouvel Espace Public*, Hermès, Presses du CNRS, Paris 1989.

30 Au sens aussi bien propre (rappelons que les bases américaines furent une réalité dans la Grèce de l'après guerre) que figuré.

31 Pour rappeler les termes de J. Habermas : la sphère publique met en œuvre une communication entre des personnes privées, qui vont se constituer en tant que « public »

- DEBORD Guy, *La société du spectacle*, Buchet/Chastel, Paris 1967.
- DUFOREST Dominique, *La Télé réalité de A à Z*, Hors Collection, Paris 2006.
- DUFOULON Serge (éd.) *Internet, la boîte à usages*, L'Harmattan, Paris 2013.
- DUVIGNAUD Jean, *Spectacles et sociétés*, Denoël, Paris 1970.
- GOFFMAN Erving, *Frame Analysis: an essay on the organization of experience*, Harper and Row, New York, 1974.
- GUILLEBAUD, Jean-Claude, "Les médias contre la démocratie" in Bougnoux Daniel (1993), p.p. 723-734.
- HEINDERYCKX François, *La malinformation. Plaidoyer pour une refondation de l'information*, Éditions Labor, Coll. « Quartier libre », Bruxelles 2003.
- HUIZINGA Johan, *Homo Ludens – A study of the play element in Culture*, Routledge & Kegan Paul, 1938.
- LAROCHELLE Dimitra-Laurence, « La puissance douce de la Turquie » (en grec), <http://www.irtea.gr/> (6/1/13).
- LAROCHELLE Dimitra-Laurence, « La démocratie a mal ; le gouvernement a réduit au silence et jeté dans la rue 2900 employés (en grec) www.musiccorner.gr/?p=76955 (12/6/13)
- MC COMBS Max & SHAW Donald "The Agenda Setting Function of Mass Media" in *Public Opinion Quarterly*, 1972: 36, 176-187.
- MAFFESOLI Michel, *L'ombre de Dionysos*, Méridiens, Paris 1982.
- MAFFESOLI Michel, *Au creux des apparences, pour une éthique de l'esthétique*, Plon, Paris 1990.
- MORIN Edgar, *L'esprit du temps, essai sur la culture de masse*, Grasset, Paris 1962.
- NAJAR Siheme (éd.) *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Karthala, Paris 2013.
- RIESMAN David, *The Lonely Crowd*, Yale University Press, 1950.
- SALMON Christian, *Story Telling*, La Découverte, Paris 2007.
- SFEZ Lucien (direction) *Dictionnaire Critique de la Communication*, PUF, Paris 1993.
- TSOUCALAS Constantin *La Grèce de l'indépendance aux colonels*, Maspero, Paris 1970.
- TSOUCALAS Constantin interview donnée en juillet 2011, en grec, pour le numéro spécial de la Revue Grecque de Recherche Sociale, (A-B/2011 134-135), consacré au sujet « La Grèce en crise » (extrait traduit avec son autorisation).
- TURKLE Sherry *The Second Self: Computers and the Human Spirit*, Simon & Schuster Inc., New York 1984.



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.